DIAL 2732 : Dossier Enfance et Pauvreté

URUGUAY - Une pauvreté plus forte chez les enfants

Raul Pierri

mercredi 16 juin 2004, mis en ligne par Dial

La pauvreté infantile progresse régulièrement en Uruguay depuis 1986 et l'enfance y est aujourd'hui un des principaux lieux de concentration de la pauvreté. Un rapport récent de l'UNICEF a soulevé une polémique avec le gouvernement sur les causes d'une telle situation.
Article de Raúl Pierri, IPS, 28 avril 2004.

Christian, 14 ans, passe toutes ses après-midi à vendre des calendriers dans les autobus de la capitale uruguayenne avec son frère, Jorge, son cadet d'un an. Il y a de plus en plus d'enfants comme eux en Uruguay.
Le matin, ils vont à l'école publique mais, dès midi, qu'il pleuve ou qu'il vente, on les trouve sur l'avenue 18 de Julio, la principale artère de Montevideo, qui travaillent en échange de quelques pièces qu'ils remettront ensuite à leur mère. Celle-ci les attend à la maison, dans une des banlieues déshéritées de la capitale.

Papa « est absent », et il faut bien gagner de quoi manger, explique Christian, qui n'en dit pas plus mais dont le doux regard en dit long sur son existence.

« Maman est la seule qui sait cuisiner, et c'est donc elle qui nous fait les repas », ajoute-t-il avant de s'interrompre brutalement pour sauter dans un autobus qui vient d'arriver, d'où descendent trois écoliers en uniformes rutilants. Il se glisse entre eux pour suivre son travail.
En Uruguay, la pauvreté infantile progresse régulièrement depuis 1986, entre autres raisons parce que les gouvernements successifs n'ont pas su mettre à profit les périodes de prospérité économique, selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

En 1986, on comptait deux enfants pauvres pour un adulte pauvre de 65 ans ou plus. En 1995, le rapport s'établissait à sept enfants par adulte et, en 2003, à neuf enfants par adulte, comme on peut le lire dans le rapport intitulé Observatorio de los derechos de la infancia y la adolescencia en Uruguay, présenté ce mercredi à Montevideo par l'UNICEF.

En 2002, 46,6% des enfants de moins de six ans vivaient dans une famille pauvre. Cela signifie que 104 000 filles et garçons de cette tranche d'âge ne jouissaient pas d'un accès convenable aux aliments, biens et services de base dans ce pays de 3,3 millions d'habitants. Par ailleurs, cette année là, la pauvreté touchait 23,7% de la population.
« En Uruguay, la pauvreté tend à se concentrer dans les secteurs les plus jeunes de la population, notamment chez les enfants, qui affichent un des taux de pauvreté les plus élevés », indiquent les auteurs de cette étude, qui font porter la responsabilité de cette situation en grande mesure sur les gouvernements successifs, y compris le gouvernement actuel.

« Tous ces enfants qui vivent dans la rue et qui travaillent représentent la face visible de la pauvreté,

situation qui exige des réponses plus volontaristes et nouvelles pour non seulement parer à l'urgence, mais aussi pour instaurer des réseaux de protection plus solides et durables », ajoutent les auteurs.

L'UNICEF a déclaré « qu'il n'y aura pas de justice » tant que l'augmentation de la pauvreté infantile sera attribuée exclusivement aux dernières crises économiques, comme celle de 2002, une des pires de l'histoire du pays.

Il y a déjà plus de vingt ans, près de la moitié des enfants et adolescents uruguayens vivaient dans la pauvreté, a rappelé l'UNICEF.
L'Uruguay a traversé une période de récession entre 1999 et 2001. En 2002, il a fait face à une baisse plus forte de l'emploi, des salaires, des exportations et des réserves extérieures. Le système financier s'est effondré et le chômage a atteint 17% de la population économiquement active, record historique depuis 1985. Aujourd'hui, le taux de chômage se situe autour de 14%.

Le pays « n'a pas su mettre à profit les moments de prospérité économique des années 90 pour réduire l'écart existant entre la pauvreté infantile et la pauvreté des personnes âgés. Non seulement, il n'a pas réussi à réduire ces disparités, mais il a aggravé l'inégalité entre les générations », conclut l'UNICEF.

Certaines des déclarations figurant dans cette étude ont été qualifiées de « partiales » et d' « imprudentes » par le directeur général du Conseil technique en politiques sociales du gouvernement uruguayen, Tabaré Vera.

« Une précision s'impose lorsqu'il est dit dans le rapport que la progression de la pauvreté infantile aurait eu un lien avec l'ouverture de la libéralisation de l'économie (des années 90). Un tel raisonnement n'est pas neutre, et ce n'est pas la première fois que l'on peut lire ce genre de chose dans un document de l'UNICEF. Dans l'avenir, elle devra être plus précise ou plus prudente », a indiqué T.Vera en présentant l'étude.

« Une telle affirmation doit aller de pair avec une déclaration de politique économique », a ajouté T.Vera, en regrettant que le rapport n'évoque pas les améliorations obtenues par le gouvernement « grâce à ses politiques à long terme ». « C'est là une limite du rapport. Il est bon, aussi, de savoir tirer les leçons du succès », a affirmé Vera.
Cependant, la représentante de l'agence de l'ONU en Uruguay, Anne Beathe Jense, a déclaré à IPS qu' « il n'entre pas dans l'intention de l'UNICEF de se prononcer sur les politiques économiques ».

« Il n'y a rien de tel dans le document. Tout ce qu'on peut y lire est un fait prouvé : il n'y a pas eu de véritable amélioration pendant la période de libéralisation (de l'économie). Ce qu'il faut, croyons-nous, ce sont des politiques actives de la part du gouvernement et une meilleure répartition », a-t-elle ajouté.

Jensen a rappelé que l'Uruguay a ratifié en 1990 la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, mais elle a signalé que, plus de dix ans plus tard, il existe encore des situations qui nuisent à l'exercice des droits des filles et des garçons.

Selon l'UNICEF, « l'ensemble des politiques et programmes sociaux qui s'adressent à l'enfance lui garantissent la survie, mais ne permettent pas d'assurer convenablement le bien-être de tous les enfants et les jeunes ». L'étude souligne en outre le fait que les adolescents, comme les enfants, sont depuis toujours un des groupes les plus affectés par la pauvreté. Près d'un adolescent sur six est exclu du système éducatif.
« Il existe une relation étroite entre le travail des adolescents et leur désertion de l'école : sept adolescents sur dix qui travaillent ne sont inscrits dans aucun établissement d'enseignement », peut-on lire dans le document.

On y trouve également une analyse d'autres aspects de la situation de l'enfance et de l'adolescence, comme la mortalité, l'alimentation, la couverture sanitaire, l'éducation, la maternité chez les adolescentes et l'incidence du VIH/sida, ainsi qu'une comparaison entre la réalité uruguayenne et les droits consacrés par la Convention.

De son côté, la doyenne de la Faculté des sciences sociales et de la communication de l'Université catholique d'Uruguay, Cecilia Zaffaroni, a expliqué que l'augmentation de la pauvreté infantile est aussi imputable à l'évolution du marché de l'emploi. La flexibilité généralisée de l'emploi fait que « la relation de travail est beaucoup plus précaire qu'auparavant et qu'il existe moins de filets de protection. Cela se traduit aussi par des changements au sein des familles », a observé G.Zaffaroni. Les obstacles de plus en plus importants que rencontre le chef de famille pour trouver un emploi ont pour conséquence que beaucoup d'enfants travaillent dans la rue afin de subvenir aux besoins du foyer, a-t-elle ajouté.

C'est le cas d'Andrés, 10 ans, et de son ami Johnatan, 9 ans, qui s'en vont chanter ensemble dans les autobus de la capitale en échange de quelques pièces. « J'ai une sœur jumelle qui vend des poèmes dans les bus et un frère de 20 ans qui ramasse des cartons dans les décharges pour les vendre. J'habite avec mes parents », explique Andrés, qui surveille du coin de l'œil l'arrivée du prochain autobus.

Andrés et Johnatan chantent ensemble « depuis environ deux ans ». Ils partent tous les jours à midi, après l'école. Ils ne remettent pas toujours la totalité de leurs recettes à leurs parents. Ils s'achètent parfois de quoi manger dans le centre-ville. Ils n'aiment l'école ni l'un ni l'autre, et seules deux choses semblent mobiliser leur attention : l'arrivée du prochain autobus et la somme qu'ils parviendront à réunir à la fin de la journée. Cela ne les empêche naturellement pas de rêver : un jour viendra où on les invitera à chanter sur une scène.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2732.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : IPS, 28 avril 2004.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.